

ENQUÊTE

FINANCES

HEBDO
News

Premier hebdomadaire de l'information financière

Directeur de la publication : Fatima Ouriaghi

Réalisée par Charaf Jaidani et Amine Elkadiri

CANNABIS

“MAUDITE BÉNÉDICTION”

- La difficile reconversion
- Le calvaire des hors-la-loi
- Les antagonismes du pays Jbala
- La légalisation, on en parle

Difficile reconversion

Se pencher sur la culture du cannabis dans le Royaume, comprendre son ancrage et son enracinement dans la vie quotidienne de toute une région, celle du Rif, c'est plonger dans un maelström de considérations économiques, sociologiques, historiques et, surtout, tribales. Un enchevêtrement de facteurs endogènes et exogènes complexes, qui ne laissent que peu de place aux idées préconçues, encore moins aux conclusions définitives. Beaucoup de choses, plus ou moins pertinentes, ont été dites et écrites sur le cannabis. Le cannabis est un thème vendeur, comme tout ce qui est sulfureux. Cette plante unique en son genre fait tourner à plein régime la machine à fantasmes : on pense milliards, trafics, corruption, go-fast, mafias, procédés de fabrication. Autant le dire d'emblée : tel n'est pas là le sujet de notre enquête. D'ailleurs, nous avons, à dessein, choisi de réaliser notre enquête pendant la période d'ensemencement du sol, autrement dit, au début du printemps. Cela correspond à un moment d'hésitation où les paysans font le choix de planter ou non du cannabis, où le «makhzen» observe et prend le pouls des populations, et où l'on brûle des forêts pour gagner de précieux hectares. Tout le long de notre périple de 2.200 km, qui nous a conduit à traverser le Rif d'Est en Ouest, puis d'Ouest en Est, (de Ghafsai, dans la région des Béni Zeroual, à Tanger; puis de la ville du Détroit à Al Hoceima, en passant par Tazrout, près de Moulay Abdeslam Ben M'chich, Bab Berred et Issaguen), notre enquête s'est donnée pour leitmotiv de s'imprégner de la mentalité des cultivateurs de kif. Connaître leurs craintes, leurs attentes, et tenter de comprendre le désespoir qui les habite, parfois. Des gens pauvres, pour la plupart, qui ont lié leur destin à la culture de cette plante, pour le meilleur, et souvent pour le pire. Ce n'est que de cette manière que l'on pourrait comprendre la relation ambiguë qui unit le cannabis à ceux qui le cultivent. Une relation que l'on pourrait illustrer

Appréhender la région du Rif comme un bloc homogène est un «raccourci» à ne pas prendre.

par l'oxymore «maudite bénédiction».

Par ailleurs, appréhender la région du Rif comme un bloc homogène pour comprendre le phénomène du cannabis au Maroc, c'est également un «raccourci» à ne pas prendre. La tribu de Ketama n'est pas celle des Béni Arouss, ni celle des Béni Zeroual. Le rapport de chacune de ces tribus au kif, le savoir-faire accumulé, le contexte historique, la qualité de la terre, l'abondance de l'eau, diffèrent largement d'une région à l'autre, voire d'une colline à l'autre. En matière de culture de kif, Issaguen et Ouezzane n'ont pas grand chose en commun. Garder présents à l'esprit ces deux éléments, à savoir ce rapport amour/haine et l'hétérogénéité du territoire rifain, est primordial pour avoir une lecture non biaisée de la culture du cannabis au Maroc, et ne pas faire fausse route. Et même en tenant compte de cela, on ne peut que survoler la question, tant elle reste complexe. Nous avons essayé, modestement, d'adopter cette démarche, pour tenter de restituer au lecteur, cette complexité. Une complexité qui explique, en grande partie, comment cette plante a pu résister durant des siècles, en dépit de toutes les tentatives pour l'éradiquer. Ce qui fait qu'aujourd'hui, les approches pour contenir et remplacer la culture du kif ont changé. C'est le constat que nous avons fait avec l'Agence pour la promotion et le développement du Nord (APDN) et des militants associatifs, pour la plupart de jeunes hommes et femmes brillants, passionnés, qui réalisent un travail de fourmi pour sortir ces populations de la précarité, la clandestinité, la «hchouma», et leur redonner un peu de dignité. Leur crédo : plus de pragmatisme, de proximité, d'écoute. Moins de verticalité et, surtout, moins de morale. Les politiques leur ont emboîté le pas, pour diverses raisons, bonnes ou mauvaises. Nous sommes convaincus qu'il s'agit de la bonne voie à prendre.

Bonne lecture.

Pour Ghafsaï, Tazrout et Issaguen, Le kif n'a pas la même

Selon les régions rifaines, les tribus et les territoires, la culture du cannabis a des impacts économiques et sociaux bien différents. Ces différences rendent caduque toute approche globale ou monolithique pour lutter contre la culture du kif.

“saveur”

N

otre enquête débute à Ghafsaï, petite bourgade du pré-Rif dans la province de Taounate. Cette ancienne garnison de l'armée française à l'époque du protectorat est le fief de la tribu des Béni Zeroual, l'une des plus grandes tribus jbalas (montagnards). Elle se situe au Nord de l'Oued Ouergha, et à proximité du barrage Al Wahda. La pluie abondante qui s'est abattue sur la région a rendu la route quasiment impraticable.

Et le déficit en infrastructures est criant.

Ghafsaï et ses environs ont connu l'introduction du kif et sa culture au début des années 2000, ce qui est relativement récent. Nous avons rendez-vous avec Rachid, la

cinquantaine, pour comprendre comment cette culture s'est imposée rapidement dans cette partie du Rif. Rachid est un militant associatif amoureux de sa ville et de ses paysages, qui nous parle posément du phénomène cannabis, sans jamais se séparer de son sebsi (pipe artisanale pour fumer le kif). Les raisons qui expliquent l'arrivée du cannabis dans cette région autrefois épargnée sont avant tout économiques. «Le kif a fait son apparition ici en 2000. Auparavant, il y avait une extrême pauvreté; la région est très marginalisée. Depuis, cette plante a créé un certain dynamisme», affirme-t-il d'emblée. Il explique que le raccordement à l'eau et l'électricité n'est devenu effectif il y a peine quelques années dans certains douars. .../...



.../... «Nous sommes tout près du barrage El Wahda, et pourtant nous manquons d'eau. Ce sont les terres situées en aval du barrage qui en profitent le plus, notamment les plaines du Gharb», poursuit-il, entre deux bouffées.

Selon Rachid, c'est cette marginalisation et la pauvreté qui en découle qui ont constitué un terreau fertile pour l'apparition du cannabis à Ghafsaï, alors qu'auparavant, cette culture était cantonnée à Ketama. «Aujourd'hui, les gens ont plus de pouvoir d'achat, vont au souk, achètent de la viande, construisent en dur», indique notre interlocuteur. Après le printemps arabe, les autorités ont fait preuve de beaucoup de laxisme en matière de lutte contre le cannabis. Au point que les paysans des douars environnants ne s'en cachaient même plus; les champs de cannabis fleurissaient jusqu'en bordure des routes. Mais cette année, le Makhzen est revenu à la charge avec une virulente campagne anti-kif : confiscation de biens, arrestations des paysans, etc.... En ces temps de labour, la pression est grande sur les paysans. Au point que certains d'entre eux emblavent leur parcelle de terre la nuit, à l'aide de lampes torches, pour ne pas être pris en flagrant délit.

Rachid reste cependant dubitatif quant à l'efficacité de cette politique répressive : «il y a des zones difficiles d'accès où la lutte est impossible. Par ailleurs, les gens se sont habitués rapidement à un mode de vie qui tourne autour

de la culture du kif. Et cela, même si, ici, le haschich est bon marché et dépasse rarement les 2.000 DH par kilo. A Ketama, c'est au moins 10.000 dirhams le kilo. Ce qui est sûr, c'est que l'argent du kif a permis de hausser le niveau de vie de la population». En plus, souligne-t-il, «les gens qui luttent contre le kif sont mal payés. Ils ne touchent que 100 DH par jour, alors que l'Union européenne verse plus de 500 DH par jour».

A Ghafsaï, le kif est venu donc combler un grand déficit de développement, et a permis à des familles entières de sortir de la misère. C'est quand même triste pour cette ville qui a produit au fil des ans de nombreux intellectuels, professeurs, scientifiques etc...

Certains paysans emblavent leur parcelle de terre la nuit, à l'aide de lampes torches, pour ne pas être pris en flagrant délit.

Dans la province de Larache, le kif résiste

Après Ghafsaï, notre voyage nous mène à Douar Lhssan, à 5 kilomètre de Moulay Abdesslam Ben Mchich, dans la commune rurale de Tazrout, Caïdat de la tribu des Beni Arouss, une tribu jbala d'origine amazighe, dans la province de Larache. La commune de Tazrout se situe à la frontière des provinces de Tétouan, Larache et

Chefchaouen. Le kif est apparu dans cette région vers la fin des années 80. Le mimétisme avec Ketama, et l'appât du gain, expliquent la percée du kif dans cette contrée, en plus des problèmes d'isolement de certains douars.

«Mais la culture du kif ne produit pas de bons résultats



La forêt est détruite par les paysans pour planter du cannabis (parcelle foncée).

dans cette zone. Ici, 100 kg de moisson (tiges de kif) donnent 1 kg de poudre de cannabis de qualité (pollen de cannabis)», explique Mohamed, un ancien cultivateur de kif, qui voit cette culture comme une malédiction. Pour étayer ses propos, il donne des chiffres : «1 hectare de terre va donner 150 kg de kif soit 1,5 kilo de cannabis; 1 gramme de cannabis dans la région est vendu, à peu près, 4 à 6 dirhams au maximum à l'intermédiaire. Finalement, un hectare dans cette région rapporte au paysan pas plus de 5.000 DH, pour 4 à 5 mois de travail». Des brouilles, effectivement. Le cultivateur n'en profite pas réellement et n'y gagne qu'un calvaire; c'est l'acheteur-revendeur qui est le grand bénéficiaire. Par ailleurs, les terres sont peu nombreuses et de petites tailles. Avec ces petits lots de terre, impossible de gagner beaucoup d'argent. D'ailleurs, avec l'arrivée du kif, les gens ont eu besoin de plus de terre et ont commencé à rogner sur celles des Eaux et Forêts et celles de la commune. Des forêts entières ont été brûlées, avec des conséquences désastreuses sur l'environnement.

Pourquoi persistent-ils à planter du cannabis ?

«Ils font un mauvais calcul», répond Mohamed. «Le paysan se dit : cette année, je vais bien gagner. Alors, il achète les engrais à crédit, paie les ouvriers agricoles en empruntant ou en vendant une tête de bétail. Cela se fait au détriment de sa famille et de ses enfants qui vivent péniblement et souffrent. Il achète en plus le foin .../...

Comment le kif est réapparu près de Larache ?

En 2005, lorsque la culture du cannabis a été interdite dans la province de Larache, les cultivateurs sont entrés dans la province de Tétouan pour planter le kif. Situation ubuesque où certains terrains, à cheval sur les deux provinces, contenaient une partie de cannabis et une autre non, de part et d'autre de la frontière. A l'époque, Larache était sous l'autorité d'un gouverneur sahraoui, du nom de Maa El Aynin, qui avait éradiqué la culture du kif dans la province. «Moi même, j'ai vu mon cannabis détruit par les autorités en 2005», nous dit un paysan du douar.

En 2006, la province de Larache a été déclarée province sans cannabis. C'est le cas également pour la région de Ouezzane. Mais à partir de 2008, le kif a commencé à réapparaître dans ces régions. Les autorités ont lutté pour l'éradiquer, mais quelques tensions ont éclaté avec le makhzen, ce qui a poussé certains



douars à se mettre hors-la-loi pour replanter du kif. On jouait au chat et à la souris.

«A partir de 2011, avec l'avènement du printemps arabe, de plus en plus de paysans se sont remis à planter du kif. Ils n'avaient plus peur des autorités. Lorsque que le Khelifa ou le Caïd venait dans un douar pour faire cesser la production de kif, les habitants lui faisaient face avec femmes et enfants, et montraient leur hostilité. Les autorités rebroussaient chemin. Ils ont préféré ne pas envenimer la situation en entrant dans un conflit avec les populations», rapporte Mohamed. Mais, depuis cette année, les autorités se montrent hostiles à toute tentative de culture de kif dans la province. Si on ajoute à cela le problème des gens «recherchés», la culture du kif est devenue un véritable enfer dans la région.



Villa d'un baron dans la vallée entre Ketama et Targuist. A proximité immédiate de son nid d'aigle, un champ de cannabis en terrasse pour une exposition maximale au soleil.

.../... pour nourrir les bêtes de trait. A la fin, il se retrouve avec un gain de 10.000 DH, après avoir remboursé ses crédits, pense avoir fait une bonne affaire. Il oublie la galère de ses enfants et de ses proches. Ces 10.000 dirhams, il devra vivre avec toute l'année jusqu'à la prochaine campagne où il devra encore une fois acheter les engrais, et ainsi de suite. Il se dit cette année, je vais faire une meilleure récolte qui va me rapporter plus d'argent. Si le paysan faisait le calcul à tête reposée, il abandonnerait le kif. Mais c'est la facilité qui prend le dessus», déplore notre interlocuteur.

La première facilité réside dans le fait que la graine est gratuite. «Lorsqu'on procède à la transformation du kif en haschich, on récupère les graines. Il y en a donc à volonté. On ne l'achète pas. Si tu veux planter du kif, je peux t'apporter une tonne de graines sans problème, contrairement aux autres cultures pour lesquelles il faut acheter la graine», explique Mohamed.

Une deuxième facilité réside dans la liquidité, un terme bien connu des financiers. Les autres cultures comme celle des fèves, ne sont pas aussi liquides que le cannabis. Pour les fèves, par exemple, il faut écouler la marchandise : ce qui implique le transport, aller au souk, trouver des acheteurs. Alors que pour la production de kif ou de haschich, la vente se fait souvent avant même la moisson.

Le kif est ici l'équivalent d'une monnaie : crédible, reconnue par tous, avec une valeur et, surtout, très liquide.

L'acheteur, souvent un grossiste, se déplace chez le paysan pour le «débarrasser» de sa production. «Grâce au kif, un paysan peut également s'approvisionner chez l'épicier, à crédit. Celui-ci accepte, car il sait que son client plante du cannabis, qu'il vendra sa production et qu'il est donc solvable. Sans cela, il ne pourra pas subvenir à ses besoins. Même celui qui est chargé de payer l'électricité dans le douar se montre patient avec un cultivateur de kif», précise notre interlocuteur. Tout cela crée une dépendance vis-à-vis du kif,

qui est ici l'équivalent d'une monnaie : crédible, reconnue par tous, avec une valeur et, surtout, très liquide. C'est une vraie garantie. «Lors de l'Aïd el Kebir, on peut se procurer 2 chèvres et les payer une fois qu'on aura vendu la production de kif. Beaucoup de gens se font payer en kif», selon Mohamed. Tout cela n'aide pas à son abandon, en dépit des nombreux problèmes qu'il crée.

Pourtant, certains cultivateurs ont réussi à l'abandonner. «Je connais quelqu'un qui a arrêté de planter du kif et qui s'est lancé

dans la vigne. Cela lui rapporte près de 20.000 DH par an. C'était un homme qui avait le kif «dans le sang». Maintenant, il part à Moulay Abdeslam en toute tranquillité vendre sa récolte pas moins de 10 DH le kilo. Et cela, sans projets ni aide. Il a pris la décision tout seul. Il est tranquille maintenant, sans paranoïa et sans problèmes avec les autorités.

Avec le kif, il n'a jamais réussi à atteindre ce chiffre de 2 millions de centimes», rapporte Mohamed.

Ce qui explique que depuis peu, la culture du kif dans la région de Moulay Abdeslam tend à diminuer. Maintenant, le paysan préfère aller à Ketama (Issaguen), Bab Berred, Lkhmass, ou Béni Hmed, afin d'offrir ses services aux cultivateurs de kif qui ont un vrai savoir-faire et de très bonnes terres. Et cela s'avère plus rentable pour lui. C'est ce que nous explique Mohamed : «Le paysan s'adonne à 2 mois de labour, à raison de 100 DH/jour, ce qui lui rapporte 6.000 DH. Arrive, ensuite, 1 mois de coupe du kif et 1 mois consacré au nettoyage de la récolte, soit 4 mois de travail. En tout, il parvient à gagner 12.000 DH. Puis il revient au douar. L'année suivante, rebelote; et il n'a ni problème avec le makhzen, ni poursuites à son encontre».

«C'est beaucoup mieux pour lui, poursuit Mohamed. Aller travailler chez les producteurs de kif qui savent y faire, ceux de Bab Berred et Issaguen. Travailler avec des professionnels qui engrangent 200.000 à 300.000 DH par an. Ici, il ne gagne que la galère, empoche peu d'argent et les problèmes avec les autorités en sus».

Bab Berred, Issaguen, les seigneurs du kif

Bab Berred. Le nom de cette ville du Rif central est devenu étroitement lié à la culture de cannabis. Elle est aujourd'hui une capitale du kif et de ses variétés. La route vers Bab Berred, qui traverse une épaisse forêt de pins, est recouverte de neige ce matin. Deux jours avant notre visite, la route était coupée en raison des fortes chutes de neige. Ce matin, la route a été rouverte, et l'artère principale de la ville est bondée de monde ce jeudi, jour de marché. De gros 4x4, des pickup, des taxis et des vans 207 de type Mercedes avancent au pas. De part et d'autre de l'artère, des jeunes adossés au mur, attendent on ne sait trop quoi, le visage renfrogné «Ils attendent un client, ou un donneur d'ordre pour une course ou une livraison, ou d'aller travailler dans un champ. Mais à cause de la neige et du gel, pas de labourage encore. Il faudra attendre des jours plus ensoleillés», nous dit un gérant de laboratoire photos, chez qui nous allons réparer notre objectif tombé en panne.

Quant à Issaguen (nouveau nom de Ketama, nldr), elle fait penser à une ville du Far West filmée par Sergio Leone. Les visages et les regards sont les mêmes. La poussière, partout, la poussière. C'est jour de marché, la cohue est indescriptible. Une ville qui brasse autant d'argent, aussi chaotique. La viande est proposée sur de petites étales sans protection contre les gaz d'échappement. Rien ne laisse croire que nous sommes dans la capitale mondiale du haschich. Les Ketamis n'investissent pas un dirham dans leur ville, préférant dépenser leur argent à Tanger, Tétouan ou Al Hoceima.

Les paysans de Ketama sont des professionnels du kif. Ils ont

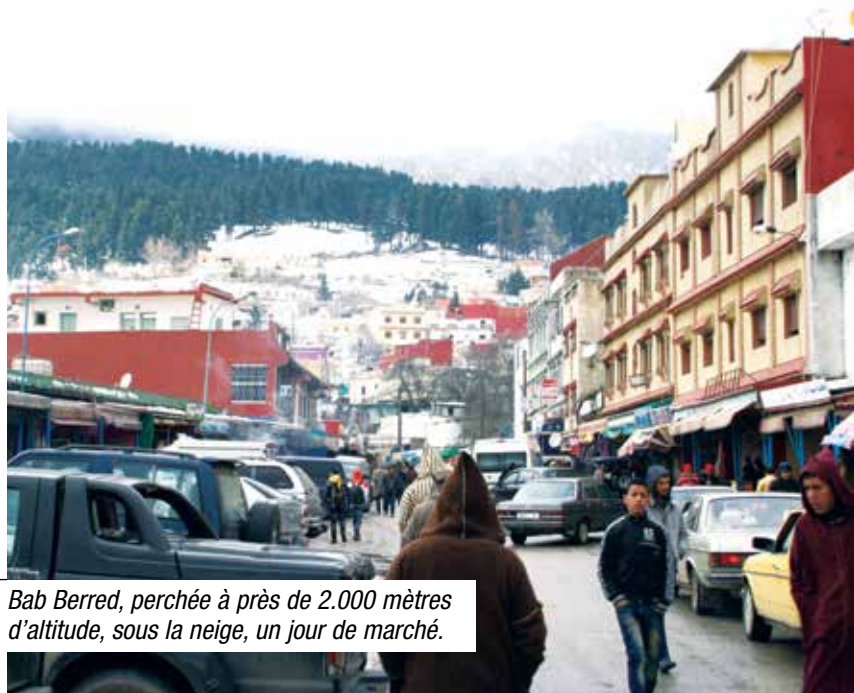
l'ancienneté pour eux. Cela fait plus de 4 générations qu'ils le cultivent de manière intensive. L'apparition du chanvre indien dans les autres tribus plus ou moins éloignées de Ketama est récente. Dans ces régions, les gens apprennent sur le tas, et la plupart n'y gagnent que galère et peu d'argent. Ils n'arrivent pas à bâtir un avenir avec cette culture. Rares sont ceux qui parviennent à acheter une maison en ville, comme le font les Ketamis.

Les Ketamis vivent convenablement de leur récolte, grâce à la qualité du produit. Le haschich de Ketama est vendu à bon prix. Et surtout, les paysans de Ketama sont en position de force lorsqu'il s'agit de vendre leur production. Ils ne dépendent pas du prix proposé par l'acheteur ou le grossiste, comme à Tazrout où le paysan a besoin immédiatement d'argent pour rembourser ses dettes et préparer la prochaine récolte. Le Ketami, lui, n'est pas forcé de vendre. Il peut être en position de 100 Kg de haschich et les stocker, au chaud. Il a un capital conséquent, de quoi tenir jusqu'à l'année prochaine. Le jour où il trouve une offre

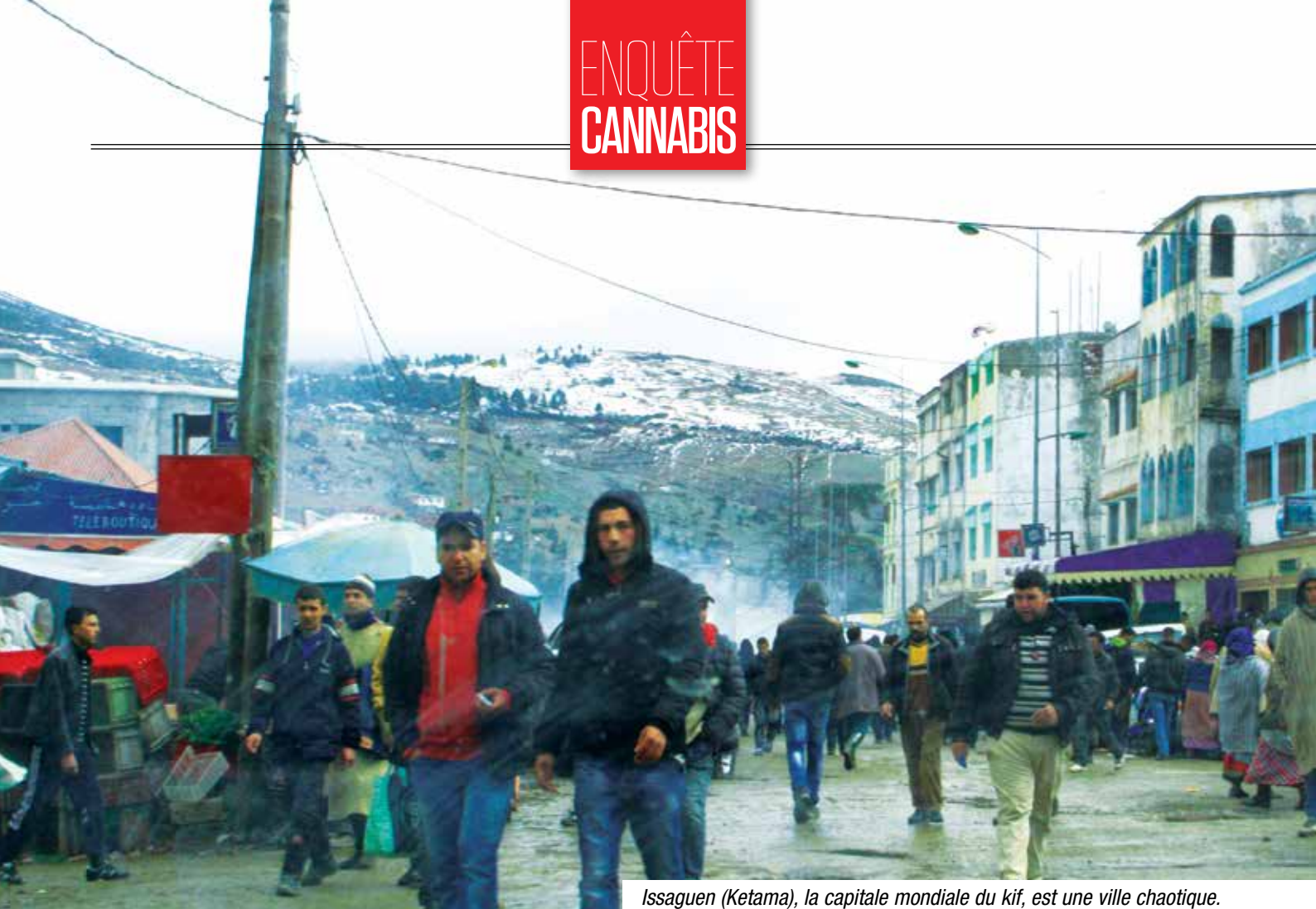
satisfaisante, il se débarrasse de sa production. Par ailleurs, il ne vend pas à n'importe qui, mais préfère les grossistes de grande envergure. Le problème est que les autres régions, en vendant à bas prix, cassent le marché des Ketamis qui ne le voient pas d'un bon œil. C'est la raison pour laquelle les tribus Ketamas méprisent les autres tribus qui cultivent du cannabis. elles les accusent de faire du mauvais kif, qui nuit à la réputation du haschich marocain, et de tirer le marché vers le bas.

Les gens de Bab Berred et de Ketama sont persuadés que leur production est la meilleure, inégalable. Ils en tirent une grande fierté. Elle est surtout la plus rentable. .../...

Les autres régions, en vendant à bas prix, cassent le marché des Ketamis qui ne le voient pas d'un bon œil.



Bab Berred, perchée à près de 2.000 mètres d'altitude, sous la neige, un jour de marché.



Issaguen (Ketama), la capitale mondiale du kif, est une ville chaotique.

.../... Leur savoir-faire, leur ancienneté, leur technique, leur sol, la générosité de l'eau fait que la culture du cannabis est presque devenue une monoculture, ancrée, sacrée, «une bénédiction». «Les autres tribus doivent arrêter de produire du kif. Cela ne sert à rien, le nôtre est meilleur, ils ne savent pas s'y prendre», nous dit un jeune de Bab Berred, avant de nous proposer une petite course que nous déclinons gentiment.

Sur la route reliant Issaguen à Al-Hoceïma, via Targuist, changement de décor. La montagne boisée de cèdres laisse place à une terre rouge et un des flans de montagne dénudés, battu par les vents. Au détour d'un virage, une luxueuse berline allemande noire, jantes rutilantes, vitres teintées, immatriculée à Rabat, se ballade. Ici, les barons, appelés «abatera», sont chez eux. En contrebas, dans la vallée, des champs labourés à la couleur rouge caractéristique. Dans quelques mois, ces mêmes champs seront vert foncé. Puis, au milieu de nulle part, surgit une gigantesque bâtisse, mi-villa mi-ferme, disposant d'un espace de stockage, de larges terrasses et d'une vue imprenable sur la vallée. C'est le nid d'un baron, nous dit-on. C'est là où il stocke sa production, et reçoit ses invités. Ce baron a même réussi à construire une route et

se raccorder à l'électricité. Il règne en maître sur ce territoire. Tout le long de la route, nous croiserons une dizaine de villas du genre.

Et plus nous avançons vers Al-Hoceïma, plus les villages sont plus propres, mieux construits, moins anarchiques, plus soigneux. Le Kif n'est décidément pas le même pour tous les Jbalas et Rifains. Envisager Ketama et ses

alentours sans kif nous semble être une utopie. Lorsque nous avons demandé à des habitants de Ketama où se trouvait la coopérative de champignons que nous cherchions pour voir un exemple de projets d'activités alternatives, ils ont eu du mal à cacher leurs rires. «Ce genre de projets, c'est juste pour faire joli. Ils n'arrêteront jamais le kif à Ketama», affirme l'un d'entre eux. «Si vous désirez autre chose, voici mon numéro, je vous préparerai un bon thé», nous lance-t-il. Lorsque nous trouvons enfin la coopérative, notre

déception est grande : une simple salle couverte, déserte. Aucune trace de champignons, ni la moindre activité. On nous dit que le projet est encore en construction. Et nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que lutter avec ce genre de projet contre le cannabis à Ketama, c'est comme vouloir vider la mer à l'aide d'une cuillère. ▣

«Les autres tribus doivent arrêter de produire du kif. Cela ne sert à rien, le nôtre est meilleur, ils ne savent pas s'y prendre».

Le calvaire des “recherchés”

La question des «recherchés» est un véritable phénomène de société dans le Nord du Maroc, qui a de profondes conséquences sociales. Dans l'indifférence totale, des dizaines de milliers de paysans vivent, en toute clandestinité, dans leur fief, chez eux. Un véritable drame social.

Les recherchés, ce sont ces paysans qui ont cultivé du cannabis, et qui ont fait l'objet d'une convocation de la part des autorités pour répondre de ce délit. Le paysan préfère ne pas s'y rendre, de peur de finir en prison, et vit, dès lors, dans la clandestinité et la peur de se faire repérer.

Abdallah, un jeune homme de Moulay Abdeslam, connaît bien la question des recherchés. Il a lui-même, plusieurs amis qui sont concernés. «Ce qu'il faut comprendre, c'est que la plupart des jeunes qui cultivent ici le cannabis le font avec regret. Ils sont dégoûtés et mécontents de leur situation, explique-t-il. Ils vous diront tous : Donnez-moi juste 50 DH par jour, et j'arrête cette culture qui ne me crée que des soucis». Pour un recherché, le calvaire est quotidien. Tout acte pour lui devient compliqué : se rendre au village pour regarder un match de football dans un café devient problématique. Il entre la tête baissée, recouverte de la capuche de sa djellaba, le regard fuyant, la peur au ventre de se faire interpeller ou de voir le Khlifa franchir la porte du café. Tout cela parce qu'il a planté du kif comme des milliers d'autres personnes dans le Rif. Il ne dort jamais sur ses deux oreilles, et ne connaît pas la tranquillité de l'esprit. Pas question de voyager, encore moins d'aller en ville, à Tétouan ou Chefchaouen. Trop risqué.

Paranoïa

Les rapports avec le Makhzen tournent à la paranoïa pour la plupart des paysans. Abdallah explique que «dès qu'une personne laboure sa terre pour planter du kif, le moqadem vient prendre acte. Il n'est, dès lors, ni convoqué ni recherché. Mais le simple

fait que le moqadem l'ait signalé à la commune, suffit à le faire basculer dans la paranoïa. Il vit sous la menace de voir ce signalement du Moqadem prendre une tournure plus grave, celle de se retrouver devant un procureur.

Les cultivateurs de kif dans la région vivent la peur au ventre, le cœur serré, et passe leur temps à broyer du noir en tirant sur leur sebsi. Nous en avons croisé beaucoup dans les cafés de Moulay Abdeslam. La déprime chez ces personnes est palpable. «Je maudis cette vie», lâche plein d'amertume un ami d'Abdallah, assis à une table de café voisine de la nôtre. Une phrase lourde de sens, prononcée par un solide gaillard, dans la force de l'âge.

Les cultivateurs de kif dans la région vivent la peur au ventre, le cœur serré, et passe leur temps à broyer du noir en tirant sur leur sebsi.

«Au début, ils ont voulu essayer la culture du cannabis pour gagner autant d'argent qu'un Ketami, mais ils se sont retrouvés pris au piège. Beaucoup de jeunes sont dépités de la vie, ne sachant plus quoi faire», poursuit notre interlocuteur. En effet, difficile pour ces recherchés de faire marche arrière, alors qu'ils sont sous la menace d'une interpellation pouvant les mener à la prison. Même s'ils veulent changer d'activité, et cultiver autre chose que le kif, ils ne peuvent pas le faire tant qu'ils sont recherchés.

«Les gens sont coincés. Ils ont de l'argent, mais ne peuvent rien faire. Ils regrettent le jour où ils ont commencé à planter. Ils sont mariés pour la plupart d'entre eux, mais ne peuvent pas se déplacer. Ils autorisent alors leurs épouses à aller au souk pour s'approvisionner», ce qui constitue une humiliation pour un Béni Arous. «Si les autorités veulent vraiment aider ces gens et les sortir de leur dépendance vis-à-vis de la culture du kif, il faut d'abord les amnistier. Accorder l'amnistie passe avant le développement économique et social du Rif (Al zafwo gabra Tanmiya)», conclut Abdallah. ▣

Mohamed Karmoun,

Exemple d'une reconversion réussie

Lors de notre séjour à Tazrout, nous avons rencontré Mohamed Karmoun, un jeune jabli épatant qui a réussi à sortir de la culture du kif pour se consacrer à son projet de gîte rural. Portrait.

Mohamed Karmoun a 27 ans. Il est titulaire d'un master en tourisme obtenu à l'Université de Tétouan. Natif du douar Lahssan, près de Moulay Abdeslam Ben M'chich, il nous raconte son histoire. «J'ai fait mon cycle primaire à Larache, et le lycée à Tétouan. J'ai commencé très jeune à cultiver le kif, dès l'âge de 15 ans. Je le faisais pendant les vacances. J'avais l'avantage d'avoir à la fois un terrain et deux bêtes de somme. Mon terrain était relativement grand, d'une dizaine d'hectares, avec son eau abondante, relativement isolée. J'avais un associé qui s'occupait de labourer les champs, et dès les vacances de juin, je prenais le relais pour, à mon tour, m'occuper du cannabis. L'argent généré me permettait de financer mes études. Cela a duré pendant 4 ans : de 2002 à 2005. Mais je n'ai eu finalement que des mésaventures avec ce kif, et je me suis mis à le détester. Je n'ai jamais vraiment réussi à dégager suffisamment de gains. La première année, j'étais associé avec un type du bled. Nous avons vendu notre récolte, et nous avons à peine dégagé un bénéfice de 2.000 DH. A peine de quoi acheter les tuyaux pour acheminer l'eau pour l'année d'après. La deuxième année, il y a eu une descente des autorités dans le douar. Nous avons réussi à sortir le kif et le cacher dans un autre douar. Mais la personne à qui nous l'avons confié l'a vendu et nous a dit qu'on le lui avait volé. Je me suis fait donc avoir. La troisième année, j'ai caché ma production dans du foin. Un Casaoui est venu à la maison et a demandé à ma mère de lui confier la récolte pour la livrer à son fils Mohamed resté à Tétouan. Ma mère, naïve, l'a cru et lui a tout remis. Le Casaoui s'est envolé !», se souvient-il, le sourire en coin.



Mohamed Karmoun

Une génération née avec le kif

«Aujourd'hui, je n'en cultive plus, mais je travaille encore dans le kif. Lors de la période d'emblavement du sol, je descends avec mes bêtes de trait pour travailler les terres des autres cultivateurs, notamment dans la province de Tétouan. Je suis payé 300 DH par jour.

Je fais partie de cette génération qui est née avec le kif et qui a grandi avec, alors que nos parents l'ont vu débarquer. Pendant mon enfance, mon oncle cultivait le kif. Etant gamin, on mangeait les graines de cannabis comme les pépites. C'était normal pour nous. A la différence que cette pépité faisait un peu tourner la tête (rires). On en raffolait. On connaît tout du kif, ses secrets, ses effets, ses pouvoirs, etc... C'est une plante fascinante, mais



Les visiteurs ont droit au mode de vie Jebli

qui cause beaucoup de malheurs à ceux qui s'en approchent», explique-t-il. Le tournant est survenu en 2010, par hasard. «En 2010, alors que je travaillais toujours dans le kif, j'ai fait la rencontre d'une Anglaise qui s'est installée dans la région pour faire une étude sur les singes magots. C'est elle qui m'a conseillé de me lancer dans l'écotourisme. Elle a ouvert une auberge, et je m'occupais de lui ramener des touristes de Tétouan. Puis, j'ai eu l'idée de créer mon propre gîte dans le douar de Lhssan, dans la maison de mes parents. Celle-ci était presque en ruine, mais, petit à petit, je l'ai renouée. Mes premiers clients étaient des universitaires».

Vivre sans le kif est possible

Conscient de sa chance, Mohamed essaie d'initier les jeunes de son douar à autre chose que le cannabis. «Aujourd'hui, lors des périodes de forte activité, je suis épaulé par deux jeunes du douar que je forme au tourisme. Ces deux jeunes ont longtemps cultivé le kif. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas», se félicite-t-il. «J'ai débuté mon projet de gîte en 2010. Petit à petit, il a commencé à se faire connaître dans la région. Je reçois beaucoup de gens de Tétouan, et quelques étrangers. J'arrive à bien gagner ma vie, en tout cas beaucoup mieux qu'avec le kif. Et j'ai la conscience tranquille; je dors en paix, ce qui est un luxe ici. Certains jeunes autochtones se sont lancés dans l'apiculture, d'autres font les taxis informels, etc. Cela commence à bouger dans le bon sens». Récemment, Mohamed a fait la connaissance des responsables de l'Agence du Nord (APDN), et il espère que cela va donner un coup de fouet à son activité. «C'est l'APDN qui est venue vers

moi. En arrivant à Tanger, ils ont commencé à investir la région pour mettre en place des programmes de développement, notamment dans le parc naturel de Bouhachem qui regroupe 6 communes rurales. Ils m'ont dit qu'ils avaient entendu parler de bien de mon projet», raconte-il. «L'Agence du Nord a constaté que mon projet était solide. Ils m'ont proposé de me soutenir, et j'ai présenté un businessplan ainsi que mon besoin en financement qui est de 90.000 DH. Il est à l'étude actuellement. Je pense avoir mes chances. L'objectif est de vivre dignement d'une activité licite, loin des problèmes, et de pouvoir fonder une famille».

«Etant gamin, on mangeait les graines de cannabis comme les pépites. A la différence que cette pépite faisait un peu tourner la tête».

«Malheureusement, poursuit-il, les programmes de développement ont dû quelquefois faire face à de mauvaises surprises. Des personnes ont été encouragées à se lancer dans l'élevage caprin en lieu et place de la culture de cannabis. Mais elles achetèrent plutôt des voitures avec le financement qu'elles avaient reçu. Cela a refroidi les responsables des agences de développement et les cadres du ministère de l'Agriculture qui n'avaient plus trop confiance au moment où, nous-mêmes, avions voulu travailler dans des activités de substitution. Ce dimanche, je reçois 120 personnes, dont une dizaine passera la nuit dans mon gîte. Cela crée un contact intéressant et fructueux entre les gens des villes et ceux du douar. Et, surtout, je suis la preuve que la culture du kif n'est pas une fatalité et qu'il y a d'autres voies possibles pour vivre dignement. Il y a par exemple un vrai potentiel pour les plantes médicinales. Le zaatar, c'est 50 DH le kilo. Il faut juste un appui de la part des autorités pour développer cette culture», conclut-il avec un grand sourire. ■

La fureur **Khardala**

Khardala est la nouvelle variété de haschich qui fait fureur dans le Nord du Maroc. Beaucoup plus puissante et rentable que le haschich traditionnel, elle est très prisée des jeunes fumeurs. Mais tous les jbalas vous diront que la khardala rend fou.

Un café près de Bab Berred. Nous y rentrons pour acheter des cigarettes. Au fond de la salle, une table où sont assises 4 personnes, capuche de jellaba sur la tête. Dans la pénombre, on distingue mal leur visage, tout juste devine-t-on des traits austères et des barbes. Ils ont la trentaine. Des volutes de fumées s'échappent de leur sebsi. Ces jeunes écoutent une chanson dont les paroles en darija m'interpellent : «*ɣamaɣti ɣaɣ jbala, lbasnassa o ljomala, wa ya khardala* », qu'on pourrait traduire par «*tu as rendu fous tous les jbalas, les dealers et les grossistes, oh khardala*». Après renseignement, j'apprends que cette chanson est l'œuvre d'un certain cheb Ayoub Chaouni, un chanteur local très apprécié des jeunes jbalas.

Qu'est-ce donc cette khardala qui est entrée si vite dans la culture populaire ?

Sur ces origines, il y a plusieurs versions. Certains disent que la graine vient d'Afghanistan. D'autres prétendent qu'elle vient de Hollande. Toujours est-il que son arrivée au Maroc est relativement récente, c'est-à-dire il y a peine 5 ou 6 ans. Elle a connu un franc succès de par sa qualité (teneur en THC) et l'argent qu'elle rapporte. «*Un gramme de haschich beldia, c'est-à-dire issu d'une graine traditionnelle, ne dépasse pas 5 dirhams dans cette région. La khardala ne s'échange pas en dessous de 7 DH le gramme. 100 kilos de tiges de khardala vous rapporte 15.000 DH*», nous dit-on. En revanche, c'est une plante exigeante : elle est assoiffée, et réclame énormément d'eau. Même après la floraison en septembre, elle en redemande encore. Tout le monde ne peut la cultiver. Seuls ceux qui ont un vrai savoir-faire et qui sont prêts à lui accorder beaucoup de temps peuvent s'y adonner. D'ailleurs, les paysans en parlent comme s'il s'agissait d'un nourrisson, qu'il faut surveiller de près, protéger, et même choyer. Le grand avantage de la khardala pour un paysan est sa productivité plus importante. Un quintal de tiges de khardala peut donner plus de 2 Kg, voire 3, de résine de qualité, alors que pour la beldia on ne



peut espérer dépasser le kilo. Sauf qu'elle ne peut pas pousser et être productive partout. On la retrouve surtout à proximité des oueds. Mais elle absorbe énormément d'eau et appauvrit la nappe phréatique. Sans eau à proximité, impossible de cultiver la khardala. Ce qui n'est pas sans créer des tensions entre paysans sur le contrôle des sources hydriques.

«Elle rend fou !»

«*Elle est très prisée, notamment par les jeunes de la ville de Chaouen qui en raffolent*», nous dit Mohamed. «*Son effet est très puissant. On dit qu'elle rend fou, comme son nom l'indique. Depuis que la khardala est apparue, il y a une recrudescence des crimes et délits dans la région*», déplore-t-il. En guise de résumé sur les conséquences de la Khardala, voici ce qu'en dit une anecdote locale : Un vieux sage du village à l'habitude de dire à propos de khardala, «*2 li de990 100 li ɣma90*», c'est-à-dire «*deux qui la tamisent, 100 qui en deviennent fous*».

C'est que cette variété de haschich peut être très nocive : «*Il faut à tout prix éviter la khardala, prévient Mohamed. Le kif normal, à la rigueur, n'est pas très nocif s'il est de bonne qualité et consommé à petite dose. La beldia (cannabis traditionnel) est adaptée depuis des années à l'environnement naturel du pays, sa terre, son climat. La khardala vient d'ailleurs, on ne connaît pas encore son adaptation au Maroc. La terre et l'eau du pays l'ont rendue inadaptée et complètement hybride et «folle». Elle est faite pour le sol pakistanais ou afghan, pas pour le sol marocain qui est différent*». Son succès foudroyant est en partie dû aux fumeurs des grandes villes du Nord qui l'ont plébiscité. La khardala est par ailleurs souvent contrôlée par les gros barons (Abatera, empe-reurs, barons, ndlr) qui contrôlent les gros marchés européens. Le bouche-à-oreille fait le reste. Tout le monde en a entendu parler et veut s'en procurer. Et les chanteurs de chaabi continuent d'en faire l'éloge. ▣

L'Agence du Nord Une nouvelle approche

A Tanger, nous avons rencontré les jeunes cadres de l'Agence pour le développement des provinces du nord pour nous parler, sans langue de bois, de la question du cannabis. Nous sommes en face de brillants profils, enthousiastes, qui ne ménagent aucun effort pour sortir la région du sous-développement.

L'

avis de l'Agence pour le développement des provinces du nord (APDN) est primordial dans une enquête sur le cannabis. Et pour cause, cet organisme, qui travaille avec plusieurs partenaires publics ou privés, a une grande expérience en la matière, et pilote de nombreux projets de substitution au cannabis. L'APDN a notamment beaucoup appris de ces échecs.

Ce qui l'a conduit à adopter désormais une nouvelle approche, basée sur la proximité et le développement local. Pour cela, l'organisme a fait appel à de nouveaux profils émanant du secteur privé et qui ont à leur actif

des expériences réussies dans leur domaine.

Il est utile de rappeler la mission de l'APDN, basée sur trois objectifs principaux, qui sont les trois problèmes historiques du nord, à savoir, la contrebande, l'immigration clandestine et la culture de cannabis.

Depuis sa création en 1999, cet organisme a connu plusieurs évolutions. La dernière en date a concerné sa délocalisation de Rabat à Tanger, en août 2014, pour piloter efficacement les différents programmes de développement.

Pour ce faire, l'APDN a fait appel à des profils pointus, jeunes et dynamiques présentant des CV riches .../...



Khalid Benomar, directeur stratégie et planification à l'APDN.

.../... et diversifiés. Cela nous rappelle une visite guidée de l'APDN en 2004, dans les provinces du Nord. A l'époque, tous les cadres rencontrés étaient issus de l'administration. La plupart d'entre eux étaient détachés d'autres ministères. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et c'est tant mieux.

Khalid Benomar, directeur stratégie et planification à l'APDN, nous a accueilli tout sourire dans les locaux de l'agence, à Tanger. Il était à l'heure précise avec son staff pour nous rencontrer. Sans langue de bois, ces personnes ont répondu à nos questions, d'une façon claire et précise. Benomar a, dès le départ, souligné qu'«il y a un déphasage de développement important entre le monde urbain et rural. A partir de 2009, les différents programmes lancés se sont focalisés en priorité sur le monde rural».

L'approche participative et locale est privilégiée

En effet, le revenu moyen des villes de Tanger ou Tétouan a atteint la moyenne nationale, alors que d'autres régions sont classées parmi les zones les plus pauvres du Royaume. C'est le cas des communes rurales proches de Taza, Guercif ou Taounate, qui ont le PIB par habitant parmi les plus faibles du Royaume. Il a fallu mettre à jour tous les programmes ruraux. «Auparavant, ils étaient faits dans le cadre d'une vision stratégique interministérielle. A partir de 2010, on a privilégié les approches participatives du terrain. Nous avons fait

En 2005, on rapporte que le kif s'approchait de Moulay Bouselham, à une heure et demi de la capitale administrative.

quatre ans de diagnostic rural participatif. A travers les plans communaux de développement, nous avons soutenu chaque commune pour lancer son propre plan de développement. Nous avons investi dans ce cadre 130 MDH sur quatre ans. Dans les communes enclavées, la présence de l'Etat est très faible. Il était donc question de remédier à cette lacune», rapporte Benomar.

Pour piloter tout le programme, l'APDN dispose d'une équipe de 25 personnes, au niveau central, et il y en a d'autres dans chaque province, qui font le diagnostic local pour proposer des solutions sur-mesure, en concertation avec les élus et les acteurs locaux. «Cela a créé une dynamique nouvelle et qui marquait une nette rupture avec l'ancienne méthode», souligne Benomar.

La nouvelle stratégie de l'APDN a mobilisé 2 Mds de DH sur la période 2013-2017. Cette enveloppe reste certes en deçà des besoins réels qui sont estimés à 30 Mds de DH, mais c'est déjà un pas de géant qui a été posé.

Lutte contre la culture du cannabis : un historique et des enseignements

Il y a eu trois phases en matière de traitement de la question du cannabis par l'APDN. De 2002 à 2005, c'était la phase de reconnaissance. Auparavant, il y avait une insuffisance de données chiffrées. Au cours de la même période, l'APDN a lancé une enquête sociologique sur le cannabis, notamment le mode vie des exploitants, leur revenu, et l'impact positif ou négatif sur la population. A partir de 2006, un programme pilote a été lancé dans les provinces de Larache et Taounate qui ne se sont mises que récem-

ment à la culture de cannabis.

Les zones de culture du kif ont été divisées en trois catégories. Il y a les zones historiques, en l'occurrence Ketama, où le kif a une présence de plusieurs siècles, et où les exploitants sont en possession d'un dahir autorisant cette activité.

Il y a des zones qui ont à leur actif moins de 50 ans d'activité dans le kif. En enfin, il y a les zones nouvelles qui ont moins de 20 ans.

Il était donc urgent de bloquer la propagation des cultures, car le kif menace les autres filières agricoles ou le domaine forestier. En 2005, on rapporte que le kif s'approchait de Moulay Bouselham, c'est-à-dire à moins d'une heure et demi de la capitale administrative.

L'APDN a ainsi lancé une étude, en partenariat avec la CDG, qui présente des businessplans pour une vingtaine de filières comme l'arboriculture ou le petit élevage. Il s'agit de proposer des cultures alternatives au kif ; des cultures à forte valeur ajoutée, pouvant

intéresser les agriculteurs.

«Ce plan de cultures alternatives était très intéressant, mais sa mise en œuvre n'a pas abouti, pour plusieurs considérations. Il était plus politique pour justifier l'éradication du kif», souligne Benomar.

Un autre programme intégré a vu le jour, et il concerne la période 2009-2011. Il a nécessité la contribution de dix départements ministériels ou administrations. Il a mobilisé 1 milliard de DH pour 600 projets ciblant quatre axes : les activités génératrices de revenu, l'environnement, l'infrastructure et le soutien socio-éducatif. L'évaluation des anciens programmes a poussé l'APDN à changé complètement d'approche. «Nous avons remarqué que toutes les approches initiées auparavant étaient verticales, ce qui voue à l'échec toutes les tentatives de reconversion. Il est difficile d'imposer par le haut le remplacement du cannabis par une culture vivrière», explique Benomar.

La nouvelle approche de l'APDN se base désormais sur les filières porteurs au nord, en se basant notamment sur deux logiques : l'approche participative et la formulation locale des projets. L'initiative de la reconversion doit émaner des populations elles-mêmes.

Les plans de développement provinciaux, arrêtés en concertation avec les autorités locales, notamment les gouverneurs, sont aujourd'hui opérationnels dans 11



Moncef Amezane, cadre au département stratégie et planification de l'APDN.

provinces. Les résultats positifs mettront du temps à se dessiner, mais c'est le prix à payer pour aboutir à des solutions durables pour les paysans, qui ne demandent qu'une seule chose : vivre dans la dignité. ▣

Priorisation des projets les plus urgents

Pour plus d'efficacité, l'Agence a eu besoin de rationaliser ses choix budgétaires et de prioriser les projets. Pour répondre aux besoins, l'APDN a sollicité les partenaires. Ce qui lui a permis de mobiliser 11 Mds de DH et de couvrir des objectifs encore plus ambitieux, conformément aux besoins de la population locale. Mais pour proposer des solutions, il est primordial de diagnostiquer les problèmes.

A cet égard, l'APDN a dégagé trois problématiques essentielles qui perturbent le développement du Rif. Il y a d'abord des zones qui ont besoin d'un désenclavement prioritaire. Cela concerne 17 communes rurales, comme celle de Béni Mansour, dans la province de Chaouen, qui ne dispose d'aucune route bitumée, ou Bouiblane, dans la région de Taza, qui est inaccessible et ne dispose ni d'eau ni d'électricité. «Nous avons lancé le programme de mise à niveau territorial prioritaire qui traite exclusivement le désenclavement de ces zones ; un programme qui concerne



Siège de l'APDN à Tanger.

essentiellement le recensement des besoins en matière d'infrastructures de base comme les routes, les dispensaires ou les écoles. La part de l'agence dans ce programme est de 500 MDH; celle des partenaires s'élève à 1,5 Md de DH», souligne Benomar.

L'APDN a également remarqué qu'il y a des déficits sectoriels qui varient d'une province à l'autre. A Taza, par exemple, le retard se situe au niveau des écoles, notamment du fait que le terrain est accidenté. Dans cette région, la déperdition scolaire atteint des niveaux alarmants. Par ailleurs, les lacunes au niveau de la santé sont criantes. L'hôpital provincial de Taouate n'arrive pas à répondre à tous les besoins des habitants de la région. Il ne dispose pas de toutes les spécialités. Les habitants doivent se déplacer

vers Al-Hoceima ou Fès pour se soigner, avec parfois des trajets de 200 km. Dès lors, l'agence s'efforce de rattraper le déficit pour se rapprocher de la moyenne nationale, en mobilisant 2 Mds de DH pour ce programme.

Reconversion : facteurs pénalisants

La philosophie de l'APDN a évolué. Au départ, le Maroc adoptait une seule orientation basée sur l'éradication, car elle est préconisée au niveau international. Ce qui explique que les premiers programmes de reconversion n'ont pas abouti. Les cultures alternatives ne constituent pas une solution définitive au problème, mais elles sont une voie parmi un ensemble de pistes.

L'Agence a adopté une approche de développement intégré, car le taux de pauvreté dépasse en moyenne les 23% dans la région du Nord. «Tout ce que faisait l'Agence en matière de reconversion était voué à l'échec, car il n'y avait pas un

environnement favorable de développement, notamment l'insuffisance des infrastructures de base», indique Benomar.

Le cannabis est le fruit d'une culture qui est pratiquée dans la clandestinité, dont le produit fini est destiné essentiellement à l'export. Il y a cinq ou six intermédiaires entre le producteur local et le consommateur.

«Il y a un déphasage important entre le prix à la production et celui à la consommation qui peut être multiplié par dix au niveau national, et par 20 ou trente à l'international», explique Benomar.

En effet, lors d'une bonne récolte, l'exploitant ne peut générer au mieux que 40.000 DH/hectare dans la région de Ketama.

Un revenu, certes élevé par rapport à d'autres cultures, notamment les céréales, mais qui reste insuffisant pour subvenir aux besoins des fellahs qui ont un niveau de natalité très élevé, plus de 6,5% contre 2,2% pour la moyenne nationale. Dans un foyer

de 8 personnes, 40.000 DH reste un revenu modeste. Par ailleurs, le Nord est défavorisé par l'existence du régime khalifien, ce qui explique la faible pénétration de la conservation foncière. Les exploitations dépassent rarement un hectare. Ce morcellement rend difficile les projets de reconversion.

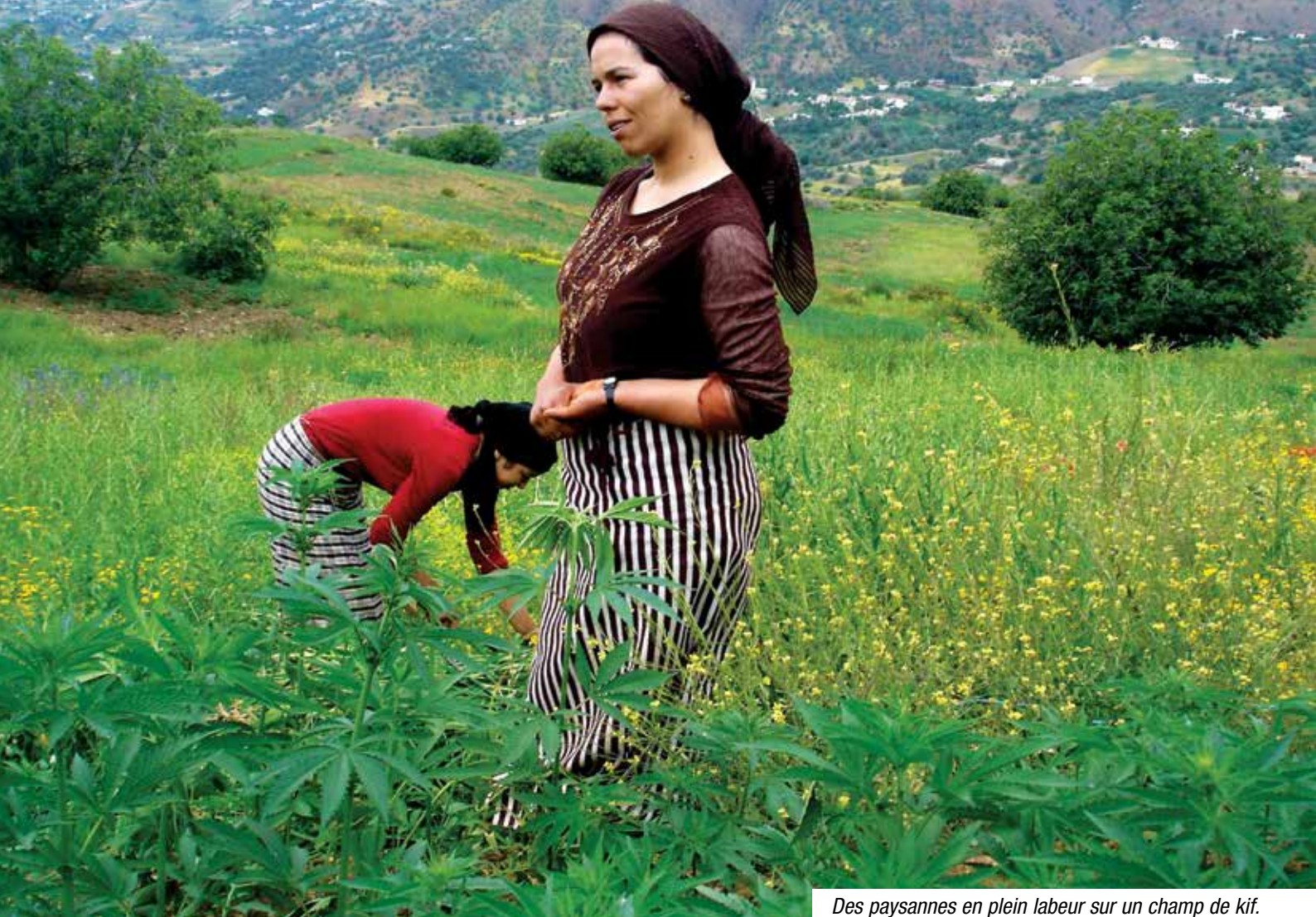
«La demande du kif et la facilité de sa commercialisation ont poussé plusieurs personnes à délaisser les autres cultures.

On a remarqué que les nouvelles générations ne savent cultiver que le kif. C'est la seule culture qui assure un tel revenu à l'hectare», explique Benomar.

Apiculture, ovins, caprins, arboriculture, etc...

Dans sa nouvelle approche, l'APDN a favorisé les coopératives pour développer de nouvelles activités génératrices de revenus. Ce sont des activités complémentaires comme l'apiculture, l'élevage ovin, caprin ou l'arboriculture. «Il y a eu des expériences réussies, mais nous avons constaté beaucoup de contraintes, notamment une certaine résistance de la part de la population qui boycottait la formation et la collaboration», explique notre interlocuteur.

Pour les cultures, les filières qui ont du succès comme



Des paysannes en plein labeur sur un champ de kif.

l'oléiculture ont besoin de pas moins de 10 ans pour devenir rentables, alors que le cycle du cannabis ne dépasse pas les 5 mois. D'autres filières comme l'ovin ou le caprin n'ont pas réussi. «L'exploitant vend son bétail acquis grâce aux projets de développement pour retourner au kif. Parfois, les bêtes sont immolées pour être consommées», rapporte Benomar, amusé.

Toujours est-il que l'APDN continue d'investir beaucoup de pistes pour le développement de la micro-exploitation, à l'image des champignons ou du kharoubier, aussi bien de production que de collecte. Certaines activités ont donné des résultats encourageants comme l'artisanat ou les produits de terroir. Des projets ont été développés avec le ministère de l'Artisanat et la coopération espagnole qui ont abouti à la mise en place de catalogues espagnols.

Des programmes de formation ont été déclinés pour les artisans, surtout dans la filière cuir. «Nous avons créé un village d'artisans au niveau d'Al Hoceima. C'est un créneau intéressant qui à un potentiel à l'export, mais qui reste perturbé par des contraintes de commercialisation. Les produits de terroir comme le fromage de

Chaouen, le couscous ou la confiture sont également confrontés à ces contraintes», affirme Benomar.

L'écotourisme : un créneau porteur

L'écotourisme est parmi les activités les plus en vogue et les plus réussies dans le Nord. La diversité naturelle et culturelle de la région est un garant de sa réussite.

«Il y a plusieurs gîtes touristiques qui sont créés, dont les initiateurs sont des anciens exploitants de cannabis. Leur activité leur assure un revenu décent leur permettant d'oublier la culture du kif et ses problèmes», indique Benomar.

En effet, ces projets ciblent les touristes qui cherchent un dépaysement total en pleine nature. Et la région du Rif, notamment centrale, leur offre des paysages à couper le souffle. Des offres-produits simples, écologiques, à des prix compétitifs, inspi-

rées du mode vie de la population locale (hébergement et restauration à la marocaine) existent. Chaque région dans le Nord dispose de ses propres particularités et de ses propres atouts. Mais le Rif reste fortement pénalisé par la faiblesse des infrastructures de base et le manque d'accompagnement des autorités concernées. ▣

«L'exploitant vend son bétail acquis grâce aux projets de développement pour retourner au kif. Parfois, les bêtes sont immolées pour être consommées.»

Quand les partis politiques s'en mêlent

La légalisation du kif est actuellement sujette à débat. Les partis politiques, surtout ceux de l'opposition, s'y sont impliqués ces dernières années pour des considérations diverses.

«**L**e kif est un sujet très complexe. Il ne peut être traité uniquement dans son volet agricole ou sécuritaire. Il s'agit de tout un système installé depuis des décennies, voire des siècles. C'est un héritage de l'époque coloniale que le Maroc ne peut résoudre sans la contribution de ses partenaires internationaux. Il faut beaucoup de temps, de volontarisme politique et de gros investissements pour trouver une solution

durable. Il nécessite un large débat national impliquant tous les acteurs concernés, mais il ne faut pas qu'il soit un sujet de récupération politique pour répondre aux besoins des échéances électorales», souligne Mohamed Amrani, professeur universitaire.

2 propositions de loi déjà déposées

Le PAM et l'Istiqlal ont déposé chacun un projet de loi pour la légalisation du cannabis. L'objectif est d'ouvrir de nouvelles perspectives pour toute la région du Nord. La légalité permettra à des milliers d'exploitants de sortir de la clandestinité. Il est question aussi de réussir les différents programmes

de développement», souligne Nouredine Mediane, député d'Al Hoceima et président du groupe istiqlalien au Parlement.

«Nous nous sommes inspirés de l'expérience de l'Uruguay qui a donné des résultats concluants et qui a permis de bien encadrer les cultures et de les orienter vers des utilisations industrielles ou pharmaceutiques», indique-t-il.

Kenza Ghali, sa collègue du même parti, députée de Fès et professeur universitaire, a mené plusieurs études et débats sur le sujet. «Il y a pas moins de 140.000 exploitants qui travaillent dans le kif. Si on y ajoute leurs familles, on dépasse largement un million de personnes qui souffrent de ce phénomène, sinon plus, car il faut prendre avec beaucoup de réserves les chiffres publiés par l'Etat.

Il ne peut y avoir de développement sans une grâce totale des personnes recherchées, dont la plupart vivent dans des conditions précaires. La légalisation reste la voie la plus crédible et la plus pragmatique pour sauver cette population», souligne-t-elle.

Le PAM fait figure de pionnier parmi les formations politiques à avoir ouvert le débat. Et pour cause, plusieurs membres de son bureau politique sont natifs de la région du Nord. Des journées d'études et des rassemblements ont été organisés dans plusieurs villes rifaines, notamment à Chefchaouen. Ils ont suscité un vif intérêt de la part des participants.

«Il est temps de mettre un terme à la souffrance des



Chakib El Khyari, militant pro-légalisation

agriculteurs. Plusieurs milliers d'entre eux font l'objet d'avis de recherche par les autorités», souligne Hakim Benchemass, président du groupe PAM à la Chambre des conseillers, et parlementaire de la région d'Al Hoceima.

Les autres partis politiques, à commencer par le Parti de la Justice et du développement (PJD), ne se sont pas prononcés sur le sujet de façon officielle. Mais le parti au pouvoir n'y serait pas opposé.

«Soit on le partage, soit on le brûle»

«Il y a une unanimité chez les formations politiques pour bien étudier la possibilité de la légalisation, surtout que les plus hautes sphères de l'Etat penchent pour cette option. L'Istiqlal demande que la grâce touche uniquement les exploitants, alors que le PAM veut une amnistie plus large. Il est donc primordial de traiter le sujet avec le maximum de précautions pour qu'il ne dérape pas de son objectif», rapporte Chakib Khayari, un associatif qui milite en faveur d'une légalisation du cannabis, que nous avons rencontré à Nador. Son crédo : «le kif, soit on le partage, soit on le brûle». Il ne peut y avoir cette hypocrisie qui fait qu'on le tolère ou le prohibe selon les périodes. Soit il profite à tous les Marocains en légalisant les applications médicales et industrielles du cannabis, soit on l'interdit en bonne et due forme. Chakib Khyari penche évidemment pour la première option, plus facile à mettre en place et qui pourrait être une source de revenus non négligeable. Sachant que l'Etat marocain, à travers une régie ou un organisme dédié, agirait comme l'unique donneur d'ordre et acheteur pour les paysans, avec un prix garanti. Ce qui leur permettra de sortir des griffes des trafiquants.

Un large débat national s'impose

Un large débat et un consensus national s'imposent sur la question de la légalisation. Il serait souhaitable d'inviter des experts, des penseurs, des sociologues, des hommes politiques et aussi des responsables de la société civile pour imaginer des solutions viables pour la filière cannabis au Maroc. Il est nécessaire aussi de lancer des études pour recueillir des données fiables. Car, même si la culture du cannabis est une activité souterraine,

«Soit le kif profite à tous les Marocains en légalisant les applications médicales et industrielles, soit on l'interdit en bonne et due forme».



Le PAM a organisé en avril 2014 à Chaouen un débat sur la légalisation du kif. Près de 2.000 paysans étaient présents.

elle génère une économie qui crée de l'emploi, de la valeur ajoutée et des devises.

Le Maroc gagnerait à s'inspirer des expériences étrangères de certains pays qui ont légalisé le cannabis, tels que la Suisse, la Hollande ou l'Autriche. Malgré les efforts pour lutter efficacement contre cette culture, le Maroc est toujours considéré comme le premier producteur et le premier exportateur mondial de cannabis.

Rappelons au passage que la culture du kif était une activité légale, et sa consommation aussi, et cela jusqu'à la fin des années 30. Une bonne partie des fumeurs marocains à l'époque utilisaient leurs «sebsis» au vu et au su de tout le monde. C'était aussi une façon de résister pour boycotter les cigarettes fabriquées par la Régie des tabacs, considérée, comme un produit qui fait l'éloge du colonisateur. C'est l'administration française qui a décidé de l'interdire sous prétexte que c'était une drogue. Et, depuis cette date, le cannabis est devenu un produit prohibé. Pour le plus grand bonheur des «barons». ■

www.boursenews.ma

La finance évolue, nous aussi

*L'actu financière
en son et en images*



 bourse *news*

